



Ces jeunes (photo) d'une moyenne d'âge de 20 ans ont été présentés à la presse mercredi matin à la Légion de gendarmerie à Douala avec des ossements humains après avoir déterré un squelette humain complet à Kouoptamo dans le département du Noun, région de l'Ouest.

Ils sont quatre à avoir été présentés à la presse ce mercredi matin à la légion de gendarmerie du Littoral à Douala. Selon les gendarmes, ils font partie d'un groupe de sept personnes spécialisées dans le trafic d'ossements humains dans la localité de Kouoptamo, située dans le département du Noun, région de l'Ouest. Tous les quatre ont été arrêtés par la brigade de lutte contre le grand banditisme. Ils sont accusés d'avoir exhumé un squelette complet à Kouoptamo. La dépouille déterrée par ces jeunes âgés dont la moyenne d'âge est de 20 ans, est celle de certain Mezap mort il y a trois ans d'après les explications du chef de la Brigade de lutte contre le grand banditisme, le Lieutenant Djiku. Selon les informations de ces jeunes trafiquants présumés qui étaient encore à la recherche des preneurs, le squelette se laissait à 15 millions de Francs CFA.

La gendarmerie a eu l'information par un internaute ayant été mis au courant de ce trafic via Facebook, réseau social par lequel les trafiquants ont communiqué sur leurs activités. Pour l'écoulement des ossements à Douala, ils avaient déjà trouvé un preneur. Ils ont été appréhendés alors qu'ils voulaient vendre le squelette à 15 millions de FCFA. Les trois autres membres du gang sont encore en cavale.

Les noms des quatre arrêtés sont:

1- MEMPEME YOUSOUF (20 ans)

2- Abdel MASHO (20 ans)

3- Abdou FATAOU (20ans)

4- Kouo MOULIOM (22 ans)

Selon les sources sécuritaires, le département du Noun est réputé être un terreau des trafics de toute sorte notamment les trafics d'ossements humains après des profanations de tombe. A peu près chaque mois les forces de sécurité y interpellent des jeunes ayant soit profané des tombes sur place soit étant rendu pour la vente de telles marchandises.

Malgré des actions de répression des forces de sécurité, l'activité semble prospérer avec souvent en amont des soupçons d'implication de personnalités haut placées dans l'appareil politique administratif de l'État.